



Classe : 6G	Matière : Sciences Economiques	Professeur : A. Van der Plassche
<b>Matière : Economie mondiale et crise du Coronavirus</b>		

Chers élèves de 5G,

J'espère que tout se passe toujours pour le mieux pour vous et vos proches. J'espère aussi que vous avez pu profiter de vos vacances, même sous confinement.

Comme la reprise finira bien par arriver, même si on ne sait pas quand, et que les apprentissages devront de toute manière reprendre leur cours, autant ne pas trop perdre la main ;).

Je vous ai préparé ci-dessous un portefeuille de document sur le thème de l'économie mondiale en ce temps de crise liée au Covid19.

Il y a une série de tâches à réaliser, par étape.

Voici les consignes précises et en fin de document, le portefeuille.

### **Etape 1**

Dans un premier temps, **lisez** les documents attentivement qui portent sur l'économie mondiale en ce temps de crise liée au Coronavirus. **Recherchez** les éventuels **mots de vocabulaires** incompris. **Etablissez une liste d'au moins trois questions** de compréhension portant sur le portefeuille de documents.

**Envoyez par mail, à l'adresse [a.vanderplassche@gmail.com](mailto:a.vanderplassche@gmail.com), vos questions de compréhension, en suivant la forme suivante:**

n° du document, n° de page, n° du paragraphe concerné

Posez votre question....

### **Exemple:**

Question 1: document 4, page 17, avant dernier paragraphe.

Qu'est ce de l'argent flottant"?

**Echéance:** mardi 28 avril avant 12h00

### **Etape 2**

Pour ceux qui le souhaitent, j'organise un **cours en vidéo conférence**, où je réponds à l'ensemble de vos questions concernant le portefeuille de documents.

Pour les élèves qui ne souhaitent pas participer à un skype collectif, je leur répondrai individuellement par mail.

Merci de me précisez par mail ([a.vanderplassche@gmail.com](mailto:a.vanderplassche@gmail.com)) si vous souhaitez participer au skype collectif, ou si vous préférez en échange individuel écrit.

**Echéance:** Jeudi 30 avril, de 14h00-15h40

### **Etape 3**

Après avoir éclairci les différents points de compréhension du portefeuille de documents, recherchez 3 nouveaux documents sur le thème de l'économie mondiale en ce temps de crise liée au Coronavirus. Ils doivent être pertinemment choisis, correctement référencés et présentés et judicieusement surlignés.

Envoyez ce portefeuille de documents complémentaire à l'adresse [a.vanderplassche@gmail.com](mailto:a.vanderplassche@gmail.com))

**Echéance:** lundi 4 mai avant 8h00

## Portefeuille de documents

**Document 1:** CHRISTIAN CHAVAGNEUX, “*Pourquoi la crise actuelle n’a pas grand-chose à voir avec celle de 2008*”, Alternatives Economiques, 30/03/2020, <https://www.alternatives-economiques.fr/crise-actuelle-na-grand-chose-a-voir-celle-de-2008/00092314>

### **DÉCRYPTAGE** Pourquoi la crise actuelle n’a pas grand-chose à voir avec celle de 2008

**Le coronavirus et les subprime ont mis à mal l’économie mondiale. Mais par sa nature, ses causes et ses effets, le choc de 2020 n’a rien à voir avec celui de 2008.**

Bourses en Yo-Yo, croissance en chute libre, mondialisation en panne, prix du pétrole au plancher, le chômage qui revient : le spectre de la crise de 2008 est dans toutes les têtes. Pourtant, le coronavirus et les *subprime* représentent deux chocs violents sur l’économie mondiale qui n’ont pas grand-chose à voir.

En 2008, le capitalisme contemporain a été victime de ses propres errements. La crise des *subprime* trouve son origine dans une dérégulation financière, décidée au fil des décennies par les responsables publics en harmonie avec les lobbys bancaires et qui a laissé se développer des produits propagateurs de risques dans la finance mondiale. La crise était endogène au capitalisme contemporain, c’est-à-dire inhérente à son fonctionnement.

A l’inverse, la crise du coronavirus n’est pas le fait d’un dérèglement économique : c’est un choc exogène au capitalisme actuel, il n’est pas le fruit de son fonctionnement. Certes, la déforestation accrue et le réchauffement climatique nous rapprochent des animaux qui portent des virus et les transmettent plus facilement à l’homme, surtout dans une économie mondialisée. Mais le monde a connu plusieurs pandémies dans des économies moins libérales, moins mondialisées et moins polluées qu’aujourd’hui.

#### **Le chemin inverse de 2008**

Rappelons-nous 2008 : la finance mondiale est à l’arrêt, les plus grandes banques du monde sont au bord de l’effondrement et l’économie réelle en pâtît. Aujourd’hui, le

chemin est inverse : le choc part de l'économie réelle et se transmet à la finance. Par l'offre et par la demande.

La crise de 2008 a souligné le rôle clé des Etats-Unis dans la mondialisation financière, celle de 2020 celui de la Chine dans la mondialisation productive. Ce pays représente 20 % de la production mondiale de produits intermédiaires, ceux qui sont nécessaires à la fabrication d'autres biens, contre 4 % en 2002. Les arrêts de production dus aux personnes malades, le confinement des salariés et la fermeture des usines ont cassé les chaînes de valeur ajoutée mondialisées de nombreux secteurs. Selon une analyse de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), les trois domaines les plus pénalisés ont été les instruments de précision utilisés dans de nombreux secteurs industriels, l'automobile et les équipements de communication (téléphones portables, etc.). Les pays asiatiques (Taiwan, Corée du Sud, Indonésie et Japon), suivis par les autres pays émergents (Mexique, Brésil, Turquie), imbriqués au premier chef dans ces chaînes de valeur, ont subi plus que les autres la panne chinoise.

L'arrivée du virus en Europe et aux Etats-Unis a ensuite eu les mêmes effets sur l'offre, avec la fermeture de commerces, le recours au chômage partiel, etc. En France, selon une estimation de l'Insee du 26 mars, la perte d'activité est évaluée à 35 %, plombée par une chute dans les services marchands (transport, restauration, loisirs...).

A ce choc d'offre s'ajoute un choc de demande. Le commerce, le tourisme, l'aérien, l'événementiel, les ventes de voitures, etc. ont perdu leurs clients. Sans oublier les effets psychologiques : hausse de l'épargne de précaution des ménages et report des décisions d'investissement des entreprises. Il subsiste certes quelques poches d'activité (commerce alimentaire...) dont certaines connaissent une forte croissance (produits de santé, activités numériques, télécoms...), le tout avec un prix du pétrole très bas, sous les 30 dollars le baril au cœur de la crise, ce qui constitue un soutien au pouvoir d'achat. Mais les demandes intérieures comme le commerce mondial s'effondrent partout.

Il a fallu plusieurs années pour se remettre de la crise structurelle des *subprime*. Si la Chine est un indicateur de ce qui nous attend, plusieurs signes convergent pour montrer un choc très violent, bien plus fort qu'en 2009 au pire de la crise, mais suivi d'une reprise de l'activité le trimestre suivant et qui devrait aller en s'accéléralant au fur et à mesure que le pays retourne à la normale et à proportion du soutien apporté par les autorités publiques.

### **Une chute plus forte, plus brève**

On aura alors assisté à une crise conjoncturelle et non pas structurelle : une chute brutale mais non durable, contrairement aux longues années de croissance molle qui ont suivi 2008-2009. Le trou est plus profond, mais nous devrions en sortir plus vite. Car les usines et les bureaux fermés sont toujours debout, la très grande majorité des salariés malades guérit, ceux en chômage partiel vont retrouver leur emploi et le fonctionnement du système bancaire est bien moins touché. Les banques centrales ont réagi et les politiques budgétaires aussi pour limiter au maximum les pertes de potentiel de croissance des économies que représentent des entreprises fermant leurs portes et des emplois définitivement perdus. Selon les estimations de l'assureur crédit Euler Hermes, les faillites d'entreprises vont augmenter de 14 % dans le monde en 2020, de 16 % dans l'Union européenne, de 8 % en France. Certaines ne s'en relèveront pas.

Dernière différence avec 2008 : l'absence de coordination des gouvernements dans la crise actuelle. Le G20 d'avril 2009 à Londres avait symbolisé la réponse commune des Etats et des banquiers centraux s'entendant pour remettre la finance à l'endroit, tous plombés par leur système bancaire en panne. Cette fois, la crise sanitaire a beau être devenue mondiale, elle n'a pas touché les différentes régions du monde en même temps ni de la même façon, à l'intérieur des pays les régions ne sont pas touchées pareillement et, à l'intérieur des régions, les individus ne sont pas non plus touchés de manière identique. Si l'ennemi est commun, comme l'était l'instabilité financière en 2008, les effets du Covid-19 sont différents selon les populations (les Italiens sont plus âgés), les systèmes de santé nationaux – que l'on ne peut changer rapidement –, le niveau de couverture médicale, etc. Le besoin de coordination sera plus important au moment de relancer l'économie mondiale, au moins sur le plan régional. Il n'est malheureusement pas dit que les pays européens seront à la hauteur de l'enjeu.

Causes différentes, mécanismes de transmission différents, effets différents, réponses politiques à peu près similaires mais non coordonnées, les crises se suivent mais ne se ressemblent pas.

**Document 2:** Christian CHEVAGNEUX, "*Coronavirus : il y a des remèdes économiques !*", Alternatives Economiques, 09/03/2020, <https://www.alternatives-economiques.fr/coronavirus-y-a-remedes-economiques/00092156>

## **RELANCE** Coronavirus : il y a des remèdes économiques !

**Alors que le coronavirus ébranle l'économie mondiale, des politiques monétaires ou de relance budgétaire existent pour contenir les effets de la pandémie.**

Au moment où le coronavirus recule en Chine, il se répand sur le reste de la planète et perturbe le fonctionnement de l'économie française, européenne et mondiale. Pour autant, malgré ce choc très sérieux, nous ne sommes pas en train de revivre une crise équivalente à celle de 2007-2008, alors marquée par une incertitude totale. Tout va dépendre de la nature et de l'ampleur du choc que devront encaisser les pays. Mais il existe des politiques économiques, qu'elles soient de relance budgétaire ou initiées par les banques centrales, susceptibles d'y répondre efficacement afin d'en maîtriser les effets.

### **Un choc d'offre industriel**

Lorsque l'épidémie commence à prendre son essor en Chine début 2020, elle frappe une économie mondiale déjà flageolante le trimestre précédent, rappelle [l'OCDE dans son rapport intermédiaire sur les perspectives économiques](#). Deux chocs viennent alors s'ajouter, un choc d'offre industriel et un choc de demande multidimensionnel.

Côté offre, la Chine représente aujourd'hui 20 % de la production mondiale de produits intermédiaires, ceux qui sont nécessaires à la fabrication d'autres biens, contre 4 % en 2002. Les arrêts de production dus aux personnes malades, et surtout au confinement des salariés et à la fermeture des usines, touchent les chaînes de valeur ajoutée mondialisées de nombreux secteurs.

D'après [une analyse de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement \(Cnuced\)](#), les trois domaines les plus pénalisés sont les instruments de précision utilisés dans de nombreux secteurs industriels, l'automobile et les équipements de communication (téléphones portables, etc.). On a beaucoup parlé du textile – [et du luxe](#) – mais si le secteur est effectivement affecté, il se range derrière les machines électriques, le plastique, le cuir ou le papier.

[Les données du Fonds monétaire international \(FMI\)](#) permettent de mettre en évidence le niveau très différent de dépendance des économies aux biens intermédiaires chinois. Les pays asiatiques sont les plus touchés (Taïwan, Corée du Sud, Indonésie et Japon), suivis par les autres pays émergents (Mexique, Brésil, Turquie). La France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis arrivent derrière, les importations de produits intermédiaires en provenance de Chine représentant moins de 4 % de leur valeur ajoutée industrielle.

Bref, le Covid-19 représente un choc d'offre mondialisé, mais il attaque les pays et les secteurs de manière très différenciée.

## Un choc de demande aux multiples visages

A cette perturbation de l'offre s'ajoute un choc de demande qui comporte plusieurs dimensions. La première provient d'une moindre consommation en Chine de produits locaux et étrangers, le même phénomène se répandant dans d'autres pays comme l'Italie, du fait d'une baisse du pouvoir d'achat des salariés mis en chômage partiel ou total, et du confinement qui réduit les déplacements.

S'y ajoute une baisse profonde de l'activité dans de nombreux secteurs de services : le tourisme ([plus de 150 millions de Chinois dépensent normalement 280 milliards de dollars par an](#)), un secteur qui représente 4,5 % du PIB et 7 % de l'emploi dans les pays de l'OCDE ; le transport aérien ([63 milliards de chiffre d'affaires perdus](#) au minimum en 2020 sur les vols de passagers) ; l'événementiel (salons professionnels, concerts, etc.).

Au-delà des effets directs, il ne faut pas oublier la dimension psychologique de la crise, susceptible de provoquer une hausse de l'épargne de précaution chez les ménages et un report de décisions d'investissement des entreprises.

La mesure de l'impact sur la demande est d'autant plus complexe que la propagation de l'épidémie nourrit également des facteurs de soutien de la demande. Par exemple, le pouvoir d'achat profite de la baisse des prix du pétrole, dont le cours s'est même effondré à un peu plus de 30 dollars le baril ce lundi. [L'Agence internationale de l'énergie](#) table sur des prix bas pendant le premier semestre 2020. La crise entraîne aussi une forte poussée des achats de produits de santé. On constate des comportements de stockage, plusieurs magasins enregistrant début mars des hausses de 50 % à 100 % des achats de pâtes ou de riz en France, une caractéristique que l'on retrouve dans d'autres pays.

## Quels effets globaux ?

Au final, toutes ces dynamiques provoquent une baisse de 0,5 point de croissance de l'économie mondiale sous l'hypothèse d'une épidémie maîtrisée, [avance l'OCDE](#). Si le virus devait continuer à se répandre rapidement dans le monde et sur une longue période, le coût serait plutôt de 1,5 point de croissance en moins, une division par deux par rapport au scénario sans virus, ramenant la croissance mondiale vers 1,5 %. Dans le cadre d'un scénario maîtrisé, la croissance française passerait tout de même sous les 1 % en 2020.

Mais le profil de l'activité tricolore et mondiale devrait prendre la forme d'un « U », voire d'un « V » en cas de reprise rapide. Il faut rappeler qu'à ce jour, 72 % des cas

et 80 % des victimes se trouvent encore en Chine, une proportion amenée à se rééquilibrer dans les différentes zones du monde avec la propagation du virus. D'autant plus que l'économie chinoise semble repartir doucement – on le mesure indirectement au trafic aérien, aux embouteillages, à la pollution –, revenant à 60-70 % de ses capacités.

Les entreprises qui disparaissent ne reviendront pas et les touristes qui n'ont pas voyagé représentent une perte irrémédiable de chiffre d'affaires. Mais, à ce stade, l'épidémie ne semble pas avoir d'effets structurels importants sur le potentiel de croissance des pays. Les usines et les bureaux fermés sont toujours là et les malades guérissent, le taux de mortalité étant de l'ordre de 3,5 %.

En France, [un communiqué de la CPME](#), le syndicat des patrons des petites et moyennes entreprises, indique début mars que « 54 % des entreprises exportant vers les zones infectées rencontrent des difficultés » et seulement « 39 % [de celles] important des marchandises en provenance de ces mêmes pays ont des problèmes d'approvisionnement ». Un niveau significatif, mais on reste à ce stade loin de la catastrophe.

### **Que peuvent les banques centrales ?**

En attendant que tout revienne à la normale, les pouvoirs publics ont commencé à prendre des mesures pour minimiser les effets de la crise. En dehors de la Chine, de l'Italie et de leur stratégie de confinement, la réponse la plus forte est venue de la banque centrale des Etats-Unis. La Fed a baissé d'un demi-point son taux d'intervention début mars le ramenant dans une fourchette de 1 % à 1,25 %. Une action importante comme on n'en avait pas connu depuis la crise des *subprimes*. D'autres banques centrales – en Australie, au Canada, etc. – ont suivi la même voie. Est-ce la réponse appropriée ?

En ce qui concerne les Etats-Unis, l'action de la banque centrale, si elle est uniquement destinée à lutter contre les effets du coronavirus, semble disproportionnée tant le pays reste relativement peu touché. Il faut alors aller chercher ailleurs les motivations de l'institution. Du côté politique, l'action de la Fed soutient la Bourse quelques mois avant les élections, d'autant plus que beaucoup d'Américains (environ la moitié) détenant des actions, la chute des marchés les jours précédents entamait leur richesse.

Du côté financier, les craintes liées à l'épidémie ont incité les investisseurs internationaux à venir acheter des titres en dollars, poussant les taux d'intérêt des emprunts à long terme à la baisse et même sous les taux d'intérêt à court terme. Or, une inversion de la courbe des taux généralement considérée [comme un indicateur](#)



[avancé de récession](#), la Fed a donc baissé ses taux d'intervention de court terme pour remettre les choses dans l'ordre : un emprunt à brève échéance est moins risqué qu'un emprunt à longue échéance, le taux d'intérêt du premier doit être inférieur à celui du second.

En agissant vite et fort, la banque centrale américaine force un peu la main des autres banques centrales : si elles ne baissent pas leur taux, un placement dans leur devise va rapporter plus que le dollar, ce qui incitera les investisseurs à l'acheter poussant à une appréciation de la monnaie qui rendra leurs produits moins compétitifs. Dans le même temps, une action coordonnée des banques centrales n'était pas un prérequis indispensable : l'épidémie représente un « choc asymétrique », comme disent les économistes, c'est-à-dire qui ne touche pas les pays de la même façon au même moment. Il est donc normal que chaque banque centrale réagisse à sa manière.

Pour autant, une baisse des taux d'intérêt alors qu'ils sont déjà très bas, ne représente pas vraiment la meilleure intervention possible. La Banque centrale européenne (BCE) a ainsi annoncé au début du mois qu'elle recourrait à des mesures ciblées. On attend ses décisions le 12 mars. Elle peut utiliser sa politique de *quantitative easing* pour acheter moins de titres de dette publique et plus de titres de dette d'entreprise, comme elle le fait ces derniers temps – la part des titres privés est ainsi passée de 15 % en 2018 à 25 % en février 2020. Ou bien elle soutiendra les banques qui continuent à financer des PME en difficulté du fait de l'épidémie, en leur fournissant des liquidités à bas prix et sur la durée.

Les mouvements de panique des marchés boursiers ne justifient pas une intervention massive des banques centrales. Celles-ci doivent se mobiliser si la stabilité de la circulation des flux financiers est menacée. Le marché monétaire américain est clairement en état de stress, les prêts à court terme entre financiers montrant des variations fortes des taux d'intérêt. Mais la Fed intervient déjà sur ce marché depuis septembre dernier et, pour l'instant, les marchés de prêts à court terme des autres devises restent calmes. On reste très loin de la panique de 2008.

### **Une politique budgétaire ciblée ou générale ?**

Du côté de la politique budgétaire, le plus sensé est d'abord d'accroître les dépenses de santé pour la recherche de solutions médicales au virus et, en attendant, pour la production de masques, de gels hydroalcooliques, etc. Le FMI le déclare sans ambages : « *Les dépenses de santé doivent être engagées quelles que soient les marges de manœuvre budgétaires dont dispose le pays.* »

Le gouvernement français a su innover en la matière : loin de son libéralisme habituel, il a procédé à une réquisition étatique des masques jusqu'au 31 mai pour être sûr que les professionnels de santé et les malades puissent y avoir accès et il a annoncé le 4 mars [un contrôle des prix](#) des gels. Le ministre des Finances Bruno Le Maire a été clair : la France mettra les moyens budgétaires nécessaires pour faire face à la crise. « *Nous allons avoir des dépenses publiques supplémentaires [...] il y aura nécessairement un décalage dans le temps du rétablissement de nos finances publiques* », a-t-il prévenu en conférence de presse ce lundi. On verra plus tard pour l'équilibre budgétaire, une réaction saine. Mais pour faire quoi ?

Une piste consiste à mettre en œuvre des actions ciblées de soutien en faveur des secteurs et des entreprises les plus touchés. Cela peut prendre des chemins différents comme des délais de paiement des impôts et cotisations sociales. Le débat français a d'ailleurs tendance à se focaliser sur les aides aux entreprises, [à l'image de la proposition de Christopher Dembick](#), responsable de la recherche économique chez Saxo Banque, qui réclame pour elles 6 à 7 milliards d'euros. A l'inverse, il considère toute aide en faveur des ménages et de la consommation comme improductive, car elle alimenterait, selon lui, l'épargne.

[Le FMI souligne de son côté](#) que des mesures permettant de soutenir le pouvoir d'achat des personnes en chômage partiel ou total, en accroissant la durée d'indemnisation, en augmentant les prestations et en relâchant les conditions d'éligibilité seraient bienvenues. Avec sa réforme de l'assurance chômage, le gouvernement français s'apprête à faire l'inverse...

Enfin, la question se pose de la nécessité de plans de relance budgétaire plus vastes. [Selon Kristalina Georgieva](#), la directrice du FMI, le coût économique de l'épidémie passe pour un tiers par les effets directs sur l'offre et la demande et pour les deux tiers par des effets indirects liés à la perte de confiance dans l'avenir. Dans ces conditions, un plan de relance général dans les pays les plus touchés, comme celui de 3,6 milliards d'euros annoncé en Italie, semble plus approprié, voire de manière coordonnée en Europe. Les chefs d'Etat de la zone doivent se rencontrer le 10 mars par vision conférence pour en parler.

Le fonctionnement des économies est secoué par une épidémie qui prend de l'ampleur. Ses effets sont réels mais restent limités dans le temps, créant des problèmes temporaires, dans certains secteurs, dans certains pays, pour lesquels les banques centrales et les budgets disposent de moyens pour y répondre. Il n'y a, à ce stade de l'épidémie, aucune raison de succomber à la panique.

**Document 3:** JEAN-RAPHAËL CHAPONNIÈRE, “ANALYSE - *Le coronavirus contamine l'économie chinoise et mondiale*”, Alternatives Economiques, 04/02/2020, <https://www.alternatives-economiques.fr/coronavirus-contamine-leconomie-chinoise-mondiale/00091745>

## **ANALYSE** Le coronavirus contamine l'économie chinoise et mondiale

**Plus grave que celle du SRAS apparue en 2003, l'épidémie de coronavirus devrait avoir des conséquences majeures sur le commerce international.**

Le SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère) était apparu en novembre 2002 dans la province du Guangdong où, pour la première fois, le virus a franchi la barrière entre animal et humain. Les autorités provinciales ont attendu février 2003 pour faire une annonce officielle et, au niveau national, l'alerte n'a été donnée qu'en avril. Entre-temps, des milliards de SMS faisant référence au SRAS s'étaient échangés. Correspondant du *Washington Post*, John Pomfret [rapportait](#) que du 8 au 10 février le message « *il y a une grippe fatale dans le Guangdong* » avait été envoyé 126 millions de fois à Canton. Le SRAS a atteint Pékin le 5 mars, et au mois d'avril le nombre de cas a augmenté de 339 à 1 000 en une semaine. A la fin du mois, plus d'un million d'habitants (10 % de la population) s'étaient rendus à la gare de l'Ouest pour fuir la capitale.

Lorsque l'alerte a été confirmée au niveau international, le SRAS a été présenté comme un super virus comparable à la Grande Peste qui avait décimé la moitié de la population européenne à la fin du XVe siècle. Ces prévisions ne se sont, heureusement, pas réalisées. L'épidémie a connu trois épisodes – celle de novembre 2002 à juin 2003, suivie de deux répliques de très faible ampleur entre décembre 2003 et janvier 2004 et entre mars et mai 2004 –, puis le virus a disparu. Le bilan final a été de 8 000 cas et 778 décès dans le monde.

Les premières estimations des conséquences économiques étaient alarmantes : et selon les analyses menées ultérieurement, le SRAS aurait finalement provoqué des pertes significatives (baisse de 3 points de la croissance) au deuxième trimestre 2003 lorsque l'épidémie était à son pic. Sur l'année entière, son coût aurait

représenté 1 % du PIB. Le SRAS a provoqué une pause de l'économie qui a repris son cours et a renoué avec une croissance à plus de 10 % jusqu'en 2008.

### **Wuhan, le « Detroit chinois »**

Dans le cas du coronavirus, les autorités provinciales ont attendu plus d'un mois pour reconnaître officiellement l'épidémie avant d'annoncer, le 22 janvier, des mesures d'isolement de la ville Wuhan, mises en œuvre deux jours plus tard. Entre-temps, 5 millions d'habitants avaient quitté cette ville pour les vacances du Nouvel An.

Malgré le confinement de près de 60 millions d'habitants – une mesure sans précédent –, l'épidémie de coronavirus est d'ores et déjà plus grave que celle du SRAS. Sa vitesse de propagation est plus rapide : dotée de plusieurs milliers de kilomètres de TGV, la Chine est plus connectée qu'en 2003 et, les vacances aidant, l'épidémie s'est propagée à toutes les provinces et aux pays voisins.

L'épidémie éclate dans une Chine très différente de celle du SRAS : la Chine est la seconde puissance économique du globe, représentant 16 % du PIB mondial au lieu de 4 % en 2003. La Chine est plus riche, sa croissance, qui n'a plus les mêmes moteurs, est bien moins élevée (6 % en 2019). Un ralentissement qui s'explique moins par la guerre commerciale en cours que par les mesures prises pour lutter contre l'endettement, qui avait fortement progressé depuis 2008.

Située à l'épicentre de l'épidémie, Wuhan est la capitale de la province de Hebei (4 % du PIB). Le « Detroit chinoise », accueille Renault, PSA, Nissan, Smart et Valéo et on y fabrique autant de voitures qu'en France. Sur le court terme, l'impact de la crise sera limité, car les ventes d'automobiles diminuent depuis plusieurs mois. En revanche, l'arrêt des sous-traitants désorganise la filière dans le pays et au-delà. Déjà pôle majeur de la construction automobile, Wuhan est en train de devenir incontournable dans le domaine de l'électronique (écrans, puces). Il est appelé à jouer un rôle important dans le programme *Manufacturing 2025*, qui entend rehausser la qualité des productions chinoises.

Les deux autres secteurs directement affectés par les mesures drastiques du gouvernement sont le transport (4 % du PIB) et le commerce de détail (7 %). S'il n'y a pas de substitut au déplacement des personnes, l'e-commerce offre une alternative à la fréquentation des échoppes ou de centres commerciaux. Son chiffre d'affaires représente [36 % du commerce de détail](#), un pourcentage bien plus élevé que dans de nombreux pays dont la France [où il pèse 9 %](#). De quoi limiter l'impact de l'épidémie sur les ventes, même si les produits achetés sur les sites n'étant pas encore livrés par drones, leur distribution subit les conséquences des mesures de confinement.

### **Quel impact sur la consommation ?**

Entre 2003 et 2020, la progression de la consommation des ménages a été spectaculaire. Cependant, en dépit de l'objectif de rééquilibrage poursuivi par l'Etat depuis quinze ans, non seulement la part de la consommation dans le PIB n'a pas augmenté, mais elle a été ramenée de 42 à 39 % en 2018. En revanche, la contribution de la consommation à la croissance a augmenté. En 2003, deux ans après l'adhésion à l'OMC, les exportations étaient en plein boom et, avec l'investissement, tiraient une croissance qui se mesurait à deux chiffres. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Depuis 2017, le coup de frein donné au crédit, ajouté aux hostilités sino-américaines, a ramené la croissance à 6 % au troisième trimestre 2019, le taux le plus faible des vingt-sept dernières années. Cette croissance ne s'appuie plus sur l'exportation, repose moins sur l'investissement mais davantage sur la consommation.

Dans ces conditions, à supposer que le coronavirus ait le même impact que le SRAS, ses conséquences sur la croissance pourraient être près de deux fois plus forte. Les premières estimations évoquent une baisse à 2 % de la croissance du PIB du premier trimestre 2020, année qui marque la fin du plan décennal prévoyant un doublement du revenu par habitant. Le gouvernement n'hésitera pas à donner un coup de pouce à l'économie, en faisant de la relance, pour atteindre cet objectif.

Si, en revanche, la crise se révèle plus grave que celle du SRAS, elle pourrait modifier le comportement des ménages, en les amenant à augmenter leur épargne

de précaution pour mieux assurer leur santé. S'il se confirme, ce changement réduirait la croissance de l'économie chinoise. L'Etat pourrait réagir en augmentant la part de la santé dans les dépenses du budget.

### **Le tourisme, vecteur de contagion économique**

A l'époque du SRAS, le PIB du pays était à la sixième place mondiale derrière le PIB français, et ses importations représentaient 5 % du total mondial. La Chine est désormais le premier exportateur et le premier importateur mondial : elle absorbe le quart des exportations mondiales. Elle pèse plus et elle est plus insérée dans l'économie mondiale à travers les échanges de services et de marchandises.

Le tourisme est la première chaîne de transmission de l'épidémie vers l'extérieur. En 2003, 20 millions de Chinois avaient passé des vacances à l'étranger ; ils étaient 150 millions l'an dernier. C'est en Thaïlande, destination privilégiée, qu'est apparu le 13 janvier le premier cas de coronavirus en dehors de Chine – il y en a eu 13 autres depuis. La diffusion s'est faite vers l'Asie du Sud-Est, les Etats-Unis, l'Europe.

C'est également à travers le tourisme que se diffusent les premières conséquences économiques de la crise chinoise. Au Japon, qui accueillera les Jeux Olympiques en juillet, 30 % des touristes étrangers sont chinois, soit 7,4 millions. Au Vietnam, ils étaient 6 millions sur 18 millions de touristes. En 2019, 11 millions de Chinois – un cinquième des entrées – ont visité le royaume thaï. La décision de Pékin d'interdire les départs de groupes est donc un coup dur pour la Thaïlande, où le tourisme fait vivre 6 millions de personnes. L'industrie touristique française devrait également en subir les effets, tout comme l'industrie du luxe.

La prolongation des vacances au-delà du 2 février et les difficultés de transport des [mingong](#) (260 millions de travailleurs migrants, souvent originaires des provinces du centre et de l'ouest) vont obliger à freiner la production industrielle. Une situation qui affecte l'industrie mondiale : selon *Bloomberg*, Wuhan est à la 13e place des villes chinoises classées selon leur rôle dans les chaînes globales de production. La Chine est un maillon essentiel dans l'industrie électronique, mais également dans la pharmacie avec 80 % des substances actives « *made in China* ». Cette crise

amènera à une réévaluation du risque chinois par les entreprises étrangères, qui augmenteront leurs efforts de recherche d'alternatives qui a commencé depuis le conflit sino-américain.

Isolée, la Chine va tourner au ralenti, ce qui n'affectera pas seulement l'industrie mondiale, l'automobile ou l'électronique, mais toute l'économie globale qui, perd déjà de la vitesse depuis plusieurs mois.

**Document 4:** AUDE MARTIN, "Monnaie hélicoptère : et s'il pleuvait des billets ?", Alternative Economiques, 06/04/2020,

<https://www.alternatives-economiques.fr/monnaie-helicoptere-sil-pleuvait-billets/00092288>

## **ECONOMIE Monnaie hélicoptère : et s'il pleuvait des billets ?**

**Pour faire face à la crise, des économistes avancent une idée surprenante : créditer de 1 000 euros les comptes de tous les Européens. Si l'énoncé peut paraître séduisant, il interroge sur son efficacité à l'heure du confinement et sur la répartition des rôles entre l'Etat et la banque centrale.**

Contrôle des prix, réorientation de l'économie en mode « guerre », [suspension du pacte de stabilité](#), [remise en cause de la mondialisation](#) : comme les précédentes, cette crise a déjà fait sauter un certain nombre de [tabous en économie](#).

En matière monétaire, [la difficulté des banques centrales](#) à atténuer les conséquences économiques de cette crise sanitaire exceptionnelle a donné plus de visibilité à l'idée de [« monnaie hélicoptère »](#), consistant à verser directement de l'argent sur le compte des ménages.

« Les outils traditionnels de la politique monétaire ont montré leurs limites. On a besoin aujourd'hui de mesures chocs », affirme Jézabel Couppey-Soubeyran, économiste et maître de conférences à l'université Paris 1.

### **Distribution de chèques aux Etats-Unis**

Fait assez inédit pour être souligné, [l'administration Trump va directement envoyer des chèques aux Américains](#) : 1 200 dollars pour ceux qui gagnent moins de 75 000 dollars par an, 2 400 pour les couples mariés gagnant moins de 150 000 par an,

auxquels s'ajoutent 500 dollars par enfant. L'objectif ? Compenser les baisses de revenus engendrées par les mesures de confinement.

La mesure n'est pas sans rappeler une réflexion menée en 1969 par l'économiste américain Milton Friedman, mais qui portait sur la politique monétaire : « *Supposons qu'un jour, un hélicoptère vole au-dessus d'une communauté et qu'il largue depuis le ciel 1 000 dollars en billets, que les habitants s'empresseraient bien sûr de ramasser...* »

Ne vous précipitez cependant pas tout de suite à votre balcon, vous ne risquez pas d'y voir des billets tomber de sitôt : la monnaie hélicoptère n'a encore jamais été utilisée par les banquiers centraux. Mais pour certains, cette « *distribution de liquidités couverte par une expansion de la masse monétaire* », selon le jargon des économistes, autrement dit cette distribution d'argent frais en faisant tourner la planche à billets de la banque centrale, pourrait pallier au moins deux limites de la politique monétaire actuelle et mérite donc à ce titre d'être envisagée.

En revanche, elle ne résout pas tous les problèmes, étant donné [la complexité de la crise actuelle](#), qui ne sera assurément pas résolue par un simple coup de fouet donné à la demande.

### **S'affranchir du canal bancaire**

Le premier avantage de la monnaie hélicoptère est qu'elle permet de s'affranchir du canal bancaire.

Aujourd'hui, quand la Banque centrale européenne (BCE) baisse ses taux directeurs ou accorde des enveloppes de prêts avantageux à long terme, c'est-à-dire tente d'injecter de l'argent frais pour soutenir l'économie, elle le fait toujours par l'intermédiaire des banques. On attend donc des institutions bancaires qu'elles répercutent ces mesures auprès des entreprises et ménages (et on leur octroie, en prime, [des cadeaux réglementaires](#) pour les inciter à le faire).

« *La monnaie hélicoptère permet de contourner le pouvoir structurel de la finance* », explique Clément Fontan, professeur de politique économique européenne à l'université catholique de Louvain.

Plutôt que de passer par les comptes en banque classiques de chacun – ce qui mettrait automatiquement à l'écart [les exclus bancaires](#) –, on peut ainsi imaginer que chaque citoyen dispose d'un compte bancaire auprès de la BCE (seules les banques



et les Etats y ont accès aujourd'hui), qui serait alimenté dans une monnaie numérique qu'il reste à définir.

### **Réduire (un peu) les inégalités**

Deuxième avantage : larguer de la monnaie par hélicoptère réduit les inégalités. « *La BCE, comme les autres banques centrales, a beau revendiquer la neutralité de son action, les mesures non conventionnelles qu'elle a adoptées ont fait des gagnants et des perdants* », pointent des économistes à l'origine d'une [récente proposition de « drone monétaire »](#).

En l'occurrence, les effets de la politique monétaire actuelle sur les différentes catégories de ménages [sont ambivalents](#). Mais une chose est sûre : la politique menée par la BCE depuis la crise financière a largement bénéficié aux détenteurs d'actifs, dont les rachats à tour de bras de dettes d'Etats et d'entreprises européens (*quantitative easing*, QE) par l'institution ont fait grimper le cours suivant le principe de l'offre et de la demande.

« *Même distribuée à tous indépendamment des revenus, la monnaie hélicoptère est moins inégalitaire que le quantitative easing* », affirme Clément Fontan. En clair, la solution n'est toujours pas idéale, mais elle a au moins le mérite d'être moins injuste que l'actuelle.

### **Consommer à tout prix ?**

Reste à savoir quel pourrait être l'impact réel d'une telle mesure sur la consommation. Dans un contexte de crise, il est en effet probable que les ménages aient une propension forte à épargner, qu'ils thésaurisent cet argent au lieu de le dépenser, par précaution. Pour éviter cet écueil, certains envisagent la [distribution d'argent « flottant »](#), c'est-à-dire dont le montant diminuerait progressivement.

« *Dans une logique de transition énergétique, il n'est pas forcément pertinent qu'une institution publique encourage une consommation à outrance* », nuance également Clément Fontan. Faudrait-il alors que cet argent soit fléché vers un certain type de dépenses ? Même au-delà du cadre de la monnaie hélicoptère, nombre d'économistes plaident déjà pour [renforcer la « conditionnalité écologique » de la BCE](#), qui se contente aujourd'hui de reproduire l'exact état du marché au risque de [contribuer au financement d'énergies fossiles](#).

Enfin, pour limiter [l'impact inflationniste redouté par les opposants](#) à une telle mesure, [des dispositifs de contrôle des prix](#) peuvent être envisagés, notamment sur

les produits de première nécessité. En effet, selon un [lien établi par Milton Friedman](#), augmenter la masse de monnaie en circulation accroît la demande, et donc le niveau général des prix. Un mécanisme qui ne s'est toutefois pas vérifié en Europe malgré la politique largement expansionniste menée par la BCE depuis la crise. Ainsi, même si l'inflation venait à augmenter « *cela ne rattraperait pas son très faible niveau des six dernières années* », [nuance l'organisation non gouvernementale \(ONG\) Positive Money Europe](#).

### **Le moment est mal choisi**

Une chose est néanmoins certaine : en période de confinement, les impacts d'une telle distribution seraient extrêmement limités. « *Ce n'est pas le bon moment pour la monnaie hélicoptère. Si cet outil est utilisé au mauvais moment et pour un mauvais objectif, il y a un risque qu'il ne fonctionne pas et soit considéré à l'avenir comme inefficace* », [avertit l'économiste Frances Coppola](#).

« *Pour l'instant, la priorité n'est pas de chercher à booster la croissance en stimulant la consommation, mais simplement de garantir que les entreprises ne fassent pas faillite et que les ménages vulnérables ne soient pas laissés de côté* », estime l'ONG Positive Money Europe dans [un rapport](#) consacré au sujet.

Toutefois, à la sortie du confinement, « *la distribution directe de monnaie centrale auprès des ménages et des entreprises permettrait de retrouver bien plus rapidement la prospérité qu'en s'en remettant aux banques et aux marchés* », plaident la députée européenne Aurore Lalucq (Place publique) et Jézabel Couppey-Soubeyran dans [une tribune en faveur de la monnaie hélicoptère publiée par L'Obs](#).

« *La proposition de drone monétaire que j'avais portée il y a quelques mois concernait exclusivement les ménages, mais dans le cadre de la crise du coronavirus qui anesthésie la demande en même temps qu'elle bouleverse l'appareil productif, il faudrait aussi en faire bénéficier les entreprises* », insiste la maîtresse de conférences à Paris 1.

### **L'indépendance de la banque centrale en question**

L'autre question qui se pose quand on évoque la monnaie hélicoptère est celle de la légitimité, en l'occurrence de la non-légitimité, de la banque centrale à pouvoir décider seule de questions éminemment politiques : quel montant distribuer à chacun ? Faut-il inclure également les mineurs ? Moduler les versements en fonction des revenus des ménages ?

« La BCE a été pensée comme une institution indépendante justement parce que son mandat était limité au strict maintien d'un certain niveau d'inflation [au-dessous mais proche de 2 %, NDLR]. Si on veut une monnaie hélicoptère démocratique, elle doit impérativement être pensée en collaboration avec des autorités fiscales », insiste Clément Fontan.

Ce qui, à l'échelle de la zone euro est nettement plus compliqué que par exemple aux Etats-Unis, où la Fed, la banque centrale américaine, mène déjà une action coordonnée avec le Trésor. « Les transferts directs d'argent ont par ailleurs une utilité accrue aux Etats-Unis, où la proportion de [travailleurs indépendants](#) qui ne peuvent prétendre au chômage est plus élevée que chez nous », souligne le professeur en politique économique.

### **Le tabou du financement monétaire**

Afin de contourner ce manque de légitimité politique, au lieu de distribuer de la monnaie directement des banques centrales aux ménages, pourquoi la BCE ne pourrait-elle pas ouvrir des lignes de crédit pour financer des programmes de relance budgétaire définis par les Etats ? Avec comme résultat : « Un hélicoptère budgétaire branché sur de la monnaie centrale », [résumait récemment Jézabel Couppey-Soubeyran sur Twitter](#).

Cette solution n'est pas sans rappeler [la théorie monétaire moderne](#), qui préconise le financement des déficits budgétaires des Etats via de la création monétaire. Et qui risque de faire grincer des dents à la BCE, [fermement opposée au financement monétaire des Etats membres](#).

En l'occurrence, [la proposition américaine](#) est un cran moins ambitieuse car la distribution d'argent aux ménages ne serait pas financée directement par la Fed, mais par des émissions de dettes publiques. Ce n'est donc pas, au sens strict, de la monnaie hélicoptère.

« L'idée, derrière une plus grande coordination entre politiques monétaire et fiscale, n'est pas que la BCE finance le budget général des Etats, mais simplement certaines mesures bien définies via des lignes de crédit comme le font par exemple la Banque populaire de Chine et la Corée du Sud », relativise Clément Fontan.

Ce serait un moyen de pallier les inconvénients du *quantitative easing* qui, en rachetant des obligations d'Etat, « n'évite pas l'augmentation des ratios de dette publique nationaux et donc le risque de voir l'endettement de certains Etats emprunter une trajectoire insoutenable », prévient Jordi Gali, chercheur au Centre de recherche en économie internationale, [dans un ouvrage consacré aux impacts économiques de l'épidémie de Covid-19](#). L'Italie en pâtit aujourd'hui, alors que

l'Union européenne peine à se mettre d'accord sur l'émission d'obligations de dettes communes, [les fameux « coronabonds »](#).

### **Créateur de liquidité ultime**

« *Faire de la distribution monétaire, sous quelque forme que ce soit, reviendrait pour la BCE à avoir des fonds propres négatifs, ce qui heurte aujourd'hui le conformisme des banquiers centraux* », regrette par ailleurs Jézabel Couppey-Soubeyran, pour qui le rôle de créateur de liquidité ultime donne au contraire à la BCE la capacité « *d'émettre une dette sur elle-même* ».

Et pour cause, à l'inverse des banques commerciales, elle ne doit jamais rien rembourser à personne. Cette action reviendrait en effet pour la BCE à donner de l'argent aux Etats via de la création monétaire, sans espérer de remboursement en échange.

La monnaie hélicoptère présente certains avantages indéniables mais soulève aussi de nombreux débats qui ne permettent pas d'envisager sa mise en place rapide dans la zone euro à l'heure de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19. Du moins dans les prochaines semaines. Mais nul ne sait encore jusqu'à quand l'économie devra être maintenue sous perfusion.

Ce sont toutefois autant de réflexions qu'il s'agira de garder à l'esprit quand le confinement sera derrière nous, que la BCE pourra reprendre le cours de sa revue stratégique lancée au début de l'année, et que nous aurons l'esprit libre pour tirer les leçons de cette crise et réfléchir au monde d'après.

**Document 5:** CHRISTIAN CHAVAGNEUX, “*Qui va payer les dettes de la crise ?*”, Alternatives Economiques, 02/04/2020,  
<https://www.alternatives-economiques.fr/va-payer-dettes-de-crise/00092287>

## **ZONE EURO Qui va payer les dettes de la crise ?**

**La pandémie fait exploser les déficits publics des pays européens. L'absence de solidarité entre Etats est compensée par la BCE, qui rachète massivement les dettes émises sur les marchés. Cela suffira-t-il ?**

Selon les données de la Commission européenne, la dette publique des pays de la zone euro devait atteindre, avant le coronavirus, 10 400 milliards d'euros en 2020,

soit 85 % du PIB de la zone. Un niveau qui va progresser très rapidement en conséquence du creusement des déficits budgétaires du fait des mesures de soutien aux économies.

Qui va payer pour ces déficits et l'augmentation conséquente des dettes publiques ? Avec l'Italie et sa dette approchant les 140 % du PIB, le Portugal les 120 %, la France et la Belgique les 100 %... les pays européens vont-ils pouvoir continuer à emprunter sans limite sans affoler les investisseurs ? C'est-à-dire, sans voir leur taux d'intérêt grimper ce qui, compte tenu de leur niveau de dette, représenterait une lourde contrainte budgétaire.

### **La BCE en soutien**

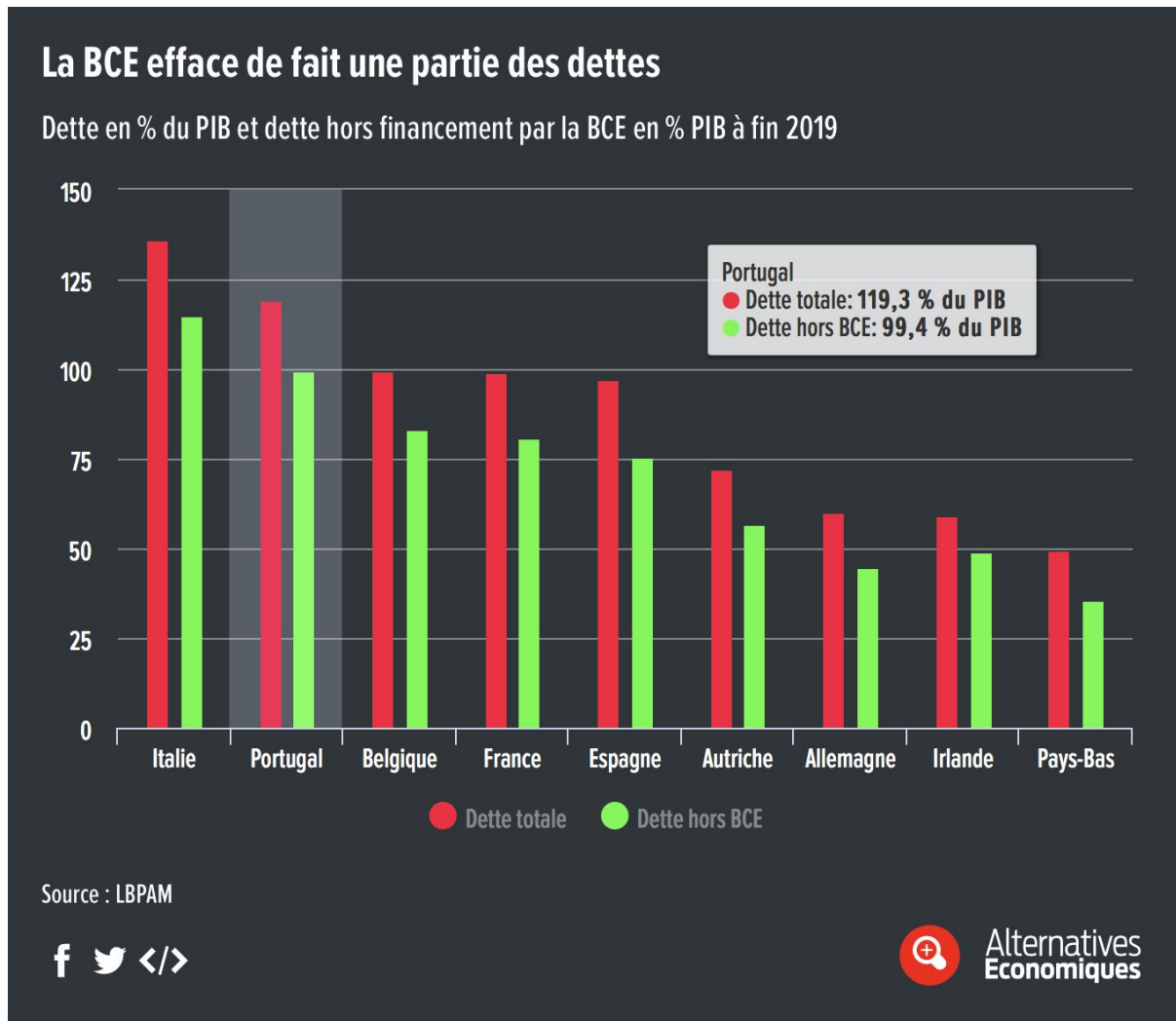
Depuis la crise de la zone euro et le fameux « *Whatever it takes* » de Mario Draghi, la Banque centrale européenne (BCE) est à la manœuvre pour contenir la hausse des taux d'intérêt d'emprunt des Etats. Christine Lagarde poursuit la même politique, même si elle a [commencé par cafouiller](#) en disant que l'institution n'était pas là pour « *fermer les écarts de taux* » d'emprunt entre les différents pays de la zone – laissant supposer qu'elle n'aiderait pas l'Italie alors que la crise éclatait dans le pays. Elle a dû rétro-pédaler sur la forme mais cela n'a rien changé sur le fond : la BCE intervient.

La banque centrale achetait déjà pour 20 milliards d'euros de titres financiers par mois, auxquels elle a ajouté 120 milliards en plus d'ici la fin de l'année le 12 mars, puis 750 milliards le 18 mars, soit environ 1 100 milliards sur l'année. Si environ 100 milliards vont à l'achat de dettes d'entreprises, ce qui « *semble une gageure* », indique Stéphane Déo stratégeste à La Banque Postale Asset Management, il reste 1 000 milliards pour les dettes d'Etat, soit l'équivalent d'un déficit public de 8-9 % du PIB de la zone euro. On reste dans l'épure des déficits estimés pour les pays européens en 2020, de l'ordre de 5-7 % du PIB selon les sources.

Concrètement, à chaque fois que la Banque de France va acheter 1 milliard d'euros de dette française au nom de la BCE, Bercy lui paiera les intérêts correspondants, ce qui accroîtra ses profits... qu'elle reversera à Bercy ! « *De facto, la dette a été annulée* », résume Stéphane Déo !

« *Au lieu de regarder la dette brute des Etats, il serait en fait beaucoup plus judicieux de regarder leur dette "consolidée", c'est-à-dire en prenant en compte la cote part détenue par la banque centrale* », poursuit le stratégeste. Pour la France, c'est près de 20 % : notre dette officielle a beau être à 100 % du PIB, celle qui nous coûte

réellement de l'argent aujourd'hui et réclame le financement des investisseurs est de l'ordre de 80 % du PIB. Grâce à la BCE, les pays européens monétisent de fait l'accroissement de leur dette liée à la pandémie. La banque centrale paie.



### Le refus des « Coronabonds »

Et heureusement que la BCE est là ! Car la solidarité budgétaire entre Etats européens a du mal à se mettre en place, c'est un euphémisme. Si tous les pays sont touchés, ils ne le sont pas de la même façon. L'Italie paye à ce stade [un plus lourd tribut dû, notamment](#), à une population plus âgée, une [zone d'origine de la pandémie très polluée accentuant la fragilité de la population](#) et un système de santé mal adapté à une pandémie respiratoire. Le choc frappe toute la zone, mais de manière asymétrique selon les pays. Ce qui justifie d'autant plus d'aider les plus touchés.

L'idéal serait que la zone euro emprunte elle-même auprès des marchés la partie de la dette liée au financement de la réponse au virus, avant de redistribuer l'argent à chaque pays en fonction de ses besoins. L'occasion de créer des « Coronabonds », des obligations émises au niveau européen pour lesquels chaque pays de la zone paierait de quoi rembourser – les fonds étant prioritairement destinés aux pays qui en ont le plus besoin, l'Italie au premier chef.

Mais il n'existe pas d'institution permettant d'avancer vers cette voie, [il faudrait la créer de manière ad hoc](#). Surtout, il n'y a pas non plus d'accord politique pour aller dans ce sens. Si l'Allemagne s'est dite ouverte à examiner l'idée, le 24 mars dernier, Peter Altmaier, son ministre de l'Economie, a déclaré au quotidien *Handelsblatt* que cela appartenait au rayon « *des idées rejetées depuis longtemps qui reviennent du monde des morts* ». L'Allemagne reste l'Allemagne...

Certains pays tentent tout de même de faire progresser l'idée. Le 25 mars, neuf Etats de la zone euro (Belgique, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Portugal et Slovénie) ont envoyé une lettre commune à Charles Michel, le président du Conseil européen pour proposer la création d'instruments de dette commune pour financer les dépenses budgétaires liées à la pandémie. On ne voit pas d'accord politique se dessiner sur le sujet.

### **Et le Mécanisme européen de stabilité ?**

Le Mécanisme européen de stabilité (MES), doté aujourd'hui de 410 milliards de ressources, peut les prêter à chaque pays selon des conditionnalités précises instaurant des politiques d'austérité. Pas du tout adapté à la situation. Peut-on envisager de renforcer sa force de frappe financière ? C'est prévu dans ses statuts. Peut-on revenir sur les conditionnalités qui accompagnent les prêts ? Il faut un accord des pays européens.

Or, dès le 23 mars, le gouvernement néerlandais a réclamé l'application de toute la conditionnalité austéritaire aux pays qui auraient recours aux fonds du MES. Zéro solidarité européenne, crise sanitaire et humanitaire ou pas. [Les ministres des Finances de l'Eurogroupe ont évoqué](#) une ligne de crédit possible avec conditionnalité allégée pour aider au financement des pays de la zone, mais rien de concret n'est en place pour l'instant.

[Une douzaine d'économistes pro-européens tentent de sauver les meubles](#), en inventant de nouvelles façons de prêter qui n'ont pas plus de chance de recevoir d'accord politique. Resterait la possibilité que des pays européens s'entendent pour

effectuer un ensemble de prêts bilatéraux, sans conditions, aux pays dans le besoin, avance Eric Dor, directeur des études économiques à l'léseg. Bref, à se passer de l'Europe pour être européen...

### **Qui d'autre devra payer ?**

En étant incapable d'accoucher d'une solution collective, les Européens vont se retrouver à tous devoir gérer un débat politique sur la répartition du fardeau de la crise.

Puisque « *nous sommes en guerre* », a déclaré le président de la République, [il faut se rappeler que lors des deux conflits](#) du XXe siècle, la France a introduit dès 1916 un impôt sur les profits exceptionnels liés à la guerre et sur les profits « illicites » en 1944. Si de nombreux secteurs sont touchés, d'autres se retrouvent à bénéficier de la crise : les télécoms, l'informatique, les entreprises du numérique, etc. Devront-ils contribuer à sauver les autres ?

Les guerres ont également été l'occasion de demander aux plus riches de contribuer à l'effort national de financement. [Une étude historique montre](#) que les Etats ont régulièrement donné la priorité à un accroissement des impôts sur les plus aisés pour financer les conflits. Dans la mesure où la pandémie est censée être temporaire, un prélèvement unique de solidarité sur le patrimoine au-delà d'un certain niveau de richesse pourrait être instauré.

Par exemple, un tiers des 15 000 milliards d'euros de patrimoine des ménages français est détenu par les 5 % les plus riches, les taxer à 2 % rapporterait 100 milliards. Après que les « soutiers » (caissières, transporteurs, petits commerces, éboueurs, etc.) aient tenu leur place pour faire fonctionner l'économie, sans même parler des personnels de santé, les plus riches doivent prendre leur part.

Sans même souligner qu'en période de pandémie, les paradis fiscaux et les pratiques d'évitement de l'impôt sont encore plus inacceptables. Cela devrait conduire les 137 pays qui négocient des [mesures pour remettre en cause les comportements d'optimisation fiscale agressive des entreprises](#), à aller plus loin dans les contraintes imposées.

Le quasi-arrêt des économies lié aux confinements nécessite d'abord des dépenses de soutien et réclamera, demain, des plans de relance. Autant d'argent qui va fortement pousser à la hausse les déficits budgétaires et les dettes publiques. Face à des Etats européens en panne de solidarité, deux voies s'ouvrent pour les financer :



un équilibrage du fardeau au sein des économies et, surtout, une monétisation des dettes par la BCE.

Cette dernière est-elle sans limite ? La création de monnaie par la BCE s'approche des 30 % du PIB de la zone. Si le Japon peut servir de point de comparaison, [les plus de 100 % du PIB de la Banque du Japon](#) nous laisse a priori de grosses marges de manœuvre !